

RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2012

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET

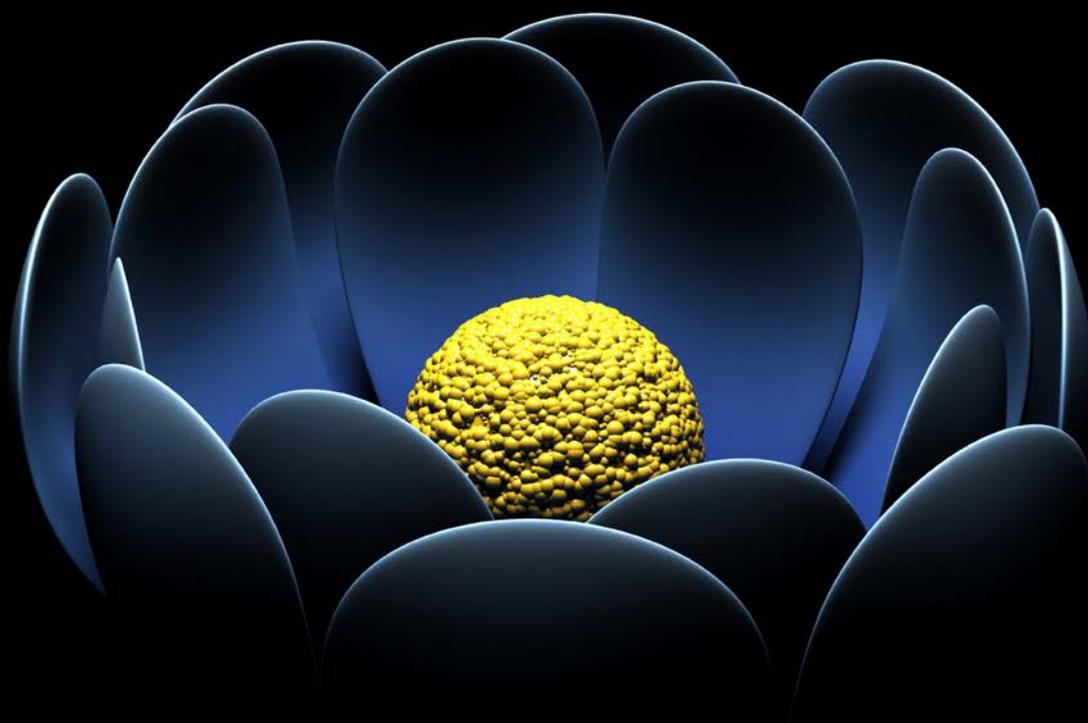
S O M M A I R E

RAPPORT DE GESTION	3
DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES	13
COMPTES CONSOLIDÉS	16
COMPTES SOCIAUX	63
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012	86
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	88
LE GROUPE ROBERTET	98



RAPPORT DE GESTION

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET

RAPPORT DE GESTION 2012

Dans un contexte de faible activité en Europe et de poursuite d'une crise financière déstabilisante, Robertet a réalisé un exercice solide aussi bien pour son chiffre d'affaires que pour ses performances financières.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 395,6 millions d'euros en croissance de 6% qui ne serait cependant que de 2,1% à taux constant du fait de la hausse conjoncturelle du dollar.

La part du chiffre d'affaires hors de France est de 83% et par zone géographique, la croissance a été de 18% en Asie, de 9% aux États-Unis, de 11% en Amérique Latine et en quasi stabilité en Europe.

L'Europe représente 38% du Chiffre d'affaires, les États-Unis 31%, l'Asie 16% et l'Amérique latine 8%.

Par Divisions opérationnelles, les Matières Premières Naturelles ont eu une croissance de 5%, les Compositions de Parfumerie de 4% et les Arômes Alimentaires de 9%.

L'année 2012 aura été celle de décisions d'investissements humains et matériels importants, nécessaires à une croissance future.

Pour préparer la succession de Peter Lombardo, notre Dirigeant Américain depuis plus de 3 décennies, Robert Weinstein, a rejoint le Groupe aux États-Unis.

Les structures de la Division Arômes ont été fortement renforcées en Europe et aux États Unis notamment dans le domaine du commercial aux États-Unis, de l'innovation et de la création.

La Division Parfumerie a bénéficié de la montée en puissance de sa nouvelle usine fortement automatisée à Grasse pour les besoins de Robertet et de Charabot, de celle de Chine et de son unité opérationnelle en Inde. Aux États-Unis, le Groupe s'est également porté acquéreur d'un site industriel de grande capacité dans une zone franche du New Jersey qui lui permettra de réduire le nombre de ses implantations et de rationaliser ses productions. L'investissement a été de 8 millions de dollar en 2012 et avec les travaux d'amélioration et d'automatisation, il se montera à un total de près de 20 millions de dollars.

La Division Matières Premières a poursuivi ses investissements dans le domaine des produits Naturels à la source, permettant au Groupe de garantir à ses clients le contrôle du sourcing et de la traçabilité de ses principaux produits depuis la culture et suivant tous les stades de la fabrication.

La poursuite de l'intégration de la SAPAD, spécialisée dans les produits organiques, l'expansion de ses usines proches des cultures en Turquie et en Afrique du sud, et ses investissements à Madagascar, en Nouvelle Calédonie sont des marqueurs fort de la politique de Robertet d'approfondir encore son implication historique dans les produits aromatiques naturels.

D'autres projets sont en voie de réalisation, notamment en Bulgarie et au Maroc.

Les performances des unités du Groupe ont été les suivantes :

ROBERTET GRASSE

La société historique détient l'ensemble des participations du Groupe, en contrôle la gestion et demeure son principal centre industriel et de recherche et développement.

Robertet Grasse est le centre opérationnel pour l'Europe, l'Asie du sud-est et le Moyen Orient / Afrique.

Son chiffre d'affaires de 2012 a été de 135,7 millions d'Euros (hors prestations Charabot) en hausse de 6% et consolidant les fortes croissances des exercices 2010 et 2011.

La part à l'export de ses ventes est de 64%.

Les Divisions Matières premières et Parfumerie sont en augmentation de 4% et les Arômes de 10%.

La part des Arômes est de 32%, celle de la Parfumerie de 38% et les Matières Premières de 30%.

Après une année 2011 de forte augmentation du prix des matières premières, la société à l'instar du groupe a pu stabiliser ses coûts d'approvisionnement en 2012 et maintenir son niveau de marge brute produits.

La bonne maîtrise de ses autres charges a permis d'obtenir des résultats en croissance nettement supérieure au Chiffre d'affaires.

Son excédent brut d'exploitation a été de 18,9 millions d'euros en hausse de 8% et son résultat d'exploitation de 14%.

Son bénéfice retraité est en forte croissance.

CHARABOT

Les performances de cette société sont en croissance solide depuis sa prise de contrôle de Septembre 2007.

Le développement des ventes est significatif, en parfait complément avec celles des autres sociétés du Groupe et les frais ont été réduits grâce à l'efficacité des opérations de rapprochement qui se sont déroulées de manière progressive, dans le cadre du projet industriel préétabli et scrupuleusement suivi qui prenait garde de conserver intacts les acquis de Charabot et de faire jouer les multiples synergies.

Son chiffre d'affaires s'est établi à 96,2 millions d'euros stable par rapport à 2011 mais avec une augmentation significative de son bénéfice.

Sa situation de trésorerie est devenue très positive et peut être considérée comme une réserve à la disposition du Groupe.

FILIALE EUROPÉENNES

Robertet Angleterre, avec des ventes en légère diminution, a obtenu d'excellents résultats financiers. Son positionnement sur un marché domestique de taille substantielle et son activité export sur l'Afrique anglophone, en forte croissance, sont des gages d'expansion commerciale.

Robertet Savoury, filiale Belge et centre d'expertise pour les Arômes Salés, présente des ventes en faible augmentation et des résultats en retrait.

Sa stratégie est d'orienter son activité vers des produits à plus forte valeur ajoutée. Elle dispose de l'expertise nécessaire et d'une équipe de professionnels qui devrait lui permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Robertet Espagne est en croissance de 13%, très significative en Arômes dans un environnement très déprimé.

Robertet Suisse, qui évolue sur un marché peu actif, a des résultats en retrait tout en maintenant un très bon équilibre financier.

Robertet Italie, également sur un marché difficile, a bien préservé ses positions.

Robertet Allemagne a très nettement amélioré ses parts de marché en Parfumerie dans un environnement très concurrentiel.

SAPAD, société spécialisée dans les produits biologiques, évolue dans une stratégie de niche, et offre un apport commercial positif pour le Groupe.

ÉTATS-UNIS

Le chiffre d'affaires consolidé des filiales américaines représente plus de 31% du chiffre d'affaires global. Robertet y dispose d'une position forte qui compte tenu de l'importance des sociétés clientes américaines, contribue largement à notre développement international et a des effets induits sur l'ensemble des autres filiales.

Robertet INC, qui est le principal vecteur commercial de la promotion des produits aromatiques naturels développés et fabriqués à Grasse, a réalisé un chiffre d'affaires en croissance de 5% et un bénéfice en augmentation.

Robertet Fragrances génère également des retombées internationales importantes grâce à sa présence auprès de sociétés américaine mondiales dans le domaine de la parfumerie industrielle.

Conformément aux objectifs, son activité s'est nettement redressée avec une croissance de 12%, et la société est revenue proche de l'équilibre.

Robertet Flavors affiche un chiffre d'affaires de 106,5 millions de dollars, en légère progression. Son activité auprès des grands groupes alimentaires américains est extrêmement précieuse pour Robertet et ses performances financières contribuent fortement aux bénéfices consolidés.

AMÉRIQUE LATINE

Robertet Mexique a eu un exercice 2012 correct, mais loin de ses performances antérieures.

Ses résultats financiers s'en ressentent avec un résultat en retrait bien que nettement positif.

Robertet Argentine est en légère croissance sur un marché à faible potentiel. La présence de Robertet en Argentine n'est pas en cause et complète avantageusement le réseau de Robertet.

Robertet Brésil évolue sur un marché en croissance et est stratégique pour de nombreux clients internationaux du fait de la robustesse de sa consommation intérieure.

Toutefois l'environnement est défavorable pour les productions locales de par un niveau de coûts élevés, une monnaie forte et un cadre législatif et réglementaire pénalisant.

Dans ce contexte, la filiale, qui dispose d'un outil performant et d'une bonne organisation, demeure déficitaire même si l'activité 2012 a évolué dans le bon sens.

ASIE

Le groupe progresse sur ce secteur en forte croissance grâce à une politique volontariste d'investissements commerciaux et industriels. Cet effort se poursuivra dans l'avenir pour atteindre une part de son activité mondiale dans un premier temps supérieure à 20%.

Robertet Chine dispose d'une usine moderne et qui a obtenu les certifications nécessaires pour être fournisseur direct des majors de l'industrie alimentaire et de la Parfumerie.

Dans le même temps une équipe pluridisciplinaire complète a été constituée qui lui permet d'offrir à ses clients un service de qualité dans tous les domaines, dans un pays recelant de forts potentiels. L'objectif est d'obtenir les succès commerciaux pour assurer un développement rapide.

Robertet Inde a réajusté son outil industriel pour poursuivre sa croissance sur le marché domestique et auprès des grandes sociétés internationales implantées sur place.

La prochaine étape importante est de développer des infrastructures en Asie du sud est dont le potentiel d'affaires est incontournable.

Le Japon, plus vieille implantation de Robertet en Asie a obtenu de beaux succès en Arômes en 2012 sur un marché d'importance.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Robertet a continué dans une ligne de croissance forte de ses résultats et l'exercice 2012 peut être considéré comme une très bonne année.

L'augmentation du chiffre d'affaires consolidé de 6% s'est accompagnée d'un quasi maintien de la marge brute et d'une diminution en pourcentage des coûts d'exploitation.

L'Excédent Brut d'Exploitation ressort à 54,2 millions d'euros contre 49,9 Millions en 2011, soit une hausse de 8,8%.

Le résultat net est de 27,6 millions d'euros en progression de 17,6%. Il se situe à un niveau proche de 7% du CA consolidé, correspondant aux objectifs à long terme du Groupe.

Ces résultats sont accompagnés d'une excellente situation financière marquée par un endettement très bas et en diminution.

Sur la base de cette situation globale, le conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale du 11 juin 2013, la distribution d'un dividende de 3,0 euros par titre, en croissance de 11% par rapport à l'exercice 2011.

PRINCIPAUX INDICATEURS en milliers d'euros

	2012	2011	variation
Chiffre d'affaires	395 601	373 282	+6.0%
Excédent brut d'exploitation (Ebitda)	54 343	49 967	+8.8%
Résultat courant	44 007	37 501	+17.3%
Résultat net (part du Groupe)	27 455	23 191	+18.4%
Capitaux propres part du groupe	225 419	205 815	
Trésorerie nette (*)	-32 411	-46 346	
Actifs courants - Passifs courants	123 083	139 764	

(*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants – dettes financières

PERSPECTIVES 2013

L'activité du premier trimestre demeure solide. Le chiffre d'affaires au 31 mars 2013 est de 100,7 millions d'euros légèrement positif de 0,7%. A taux de change constant, ce chiffre est en augmentation de 2%.

Les trois Divisions opérationnelles, Matières Premières, Compositions de parfumerie, Arômes alimentaires ont des performances comparables.

Pour l'exercice 2013, l'environnement général des affaires incite à la prudence, tout particulièrement en France et en Europe. Il est difficile d'établir des prévisions même si les fondamentaux du Groupe sont un atout important dans une situation de marché extrêmement concurrentielle.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A notre connaissance, il n'est survenu aucun événement depuis la date de clôture des comptes susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

Recherche et développement.

La société consacre de façon permanente environ 8 % de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

La société mère a bénéficié en 2012 de 1 032 000 euros au titre du Crédit d'impôt recherche

RISQUE DE CHANGE, DE TAUX, ET SUR ACTIONS – RISQUE PAYS

Risque de change

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

Risque de taux

Sur les 39.9 millions d'euros d'emprunts du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 16 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes.

Risque sur actions

Au 31 décembre 2012 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 53.4 millions d'euros (45.8 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital. Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur de marché, très proche de leur valeur comptable.

Risque pays

La société procède régulièrement a une évaluation de son exposition au risque pays. Aucune défaillance significative en matière de règlement n'est intervenue au cours de ces dernières années dans un pays identifié comme potentiellement risqué.

Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle

La famille Maubert, via Maubert SA détient 51% des droits de vote simples et 61% des droits de vote totaux de Robertet SA.

La société First Eagle Investment Management agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 24 % du capital dont une partie en certificats d'investissement, ramenant les droits de vote à 19,50%.

La société International Value advisors LLC agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 10.50% du capital et 6.80% des droits de vote.

Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration, propose de fixer le dividende par action à 3,00 euros, la proposition d'affectation du résultat de l'exercice est donc la suivante :

Dividendes	▸ 6 826 785,00 euros
Réserves	▸ 8 855 546,10 euros
Total	▸ 15 682 331,10 euros

Le total de la distribution proposée sera donc de 6 826 785 euros s'appliquant aux actions de chacune 2,5 Euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement un dividende de 3,00 euros.

Il est précisé que sur cette somme de 6 826 785 euros, et conformément aux dispositions fiscales, la somme de 1 058 152 euros sera réglée directement au Trésor public, par la société au titre des prélèvements sociaux par virement bancaire dans les quinze premiers jours du mois qui suivra celle du paiement des dividendes.

Le paiement du dividende de l'exercice 2012 sera assuré à compter du 1er juillet 2013 par CACEIS Corporate trust, 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Distribution Globale	Abattement 40% ou prélèvement libératoire	Sans Abattement
2009	4 352 737 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2010	6 058 788 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2011	6 126 151 €	Sur la totalité du montant distribué	-

Dépenses non déductibles fiscalement par application de l'article 39-4 du CGI

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements des véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 83 265 Euros et qui ont donné lieu à une imposition de 28 650 Euros.

Conventions visées aux articles L 225-86 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les termes du rapport spécial des commissaires aux comptes établi en conformité des articles L 225-38 et suivants du code de commerce.

Sont également proposées à l'Assemblée Générale extraordinaire les résolutions suivantes

Rachat des titres de la société

L'assemblée générale, sur le rapport du Conseil d'administration, faisant usage de la faculté prévue par l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise la société, pour une période de dix-huit mois, à racheter ses propres titres, actions et certificats d'investissements dans le cadre de plans pour les salariés ou en vue de leur annulation.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder :

- **180 € par action ;**
- **120 € par certificat d'investissement.**

L'autorisation de rachat est plafonnée à 10 % du capital social de la société arrêté à ce jour et pourra, dans cette limite, soit pour l'intégralité du programme, être réalisée par voie d'acquisition de blocs de titres.

Le financement du programme de rachat pourra être opéré par utilisation de la trésorerie disponible, par émission de papier commercial et/ou par tirage sur des crédits bancaires à court ou moyen terme.

Cette autorisation met fin à celle accordée par la précédente assemblée en date du 12 juin 2012.

Augmentation de Capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, décide, en application des dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, de procéder à une augmentation du capital social d'un montant maximum de 50 000 €, par l'émission d'actions de numéraire de 2,50 euros de valeur nominale chacune à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

Cette augmentation de capital, réservée aux salariés adhérents du plan d'épargne d'entreprise de la Société, est effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

L'Assemblée Générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles à émettre réservé aux actionnaires au profit des salariés de la Société ayant la qualité d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise (PEE) de la Société établi en commun par la Société et les sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens de l'article L. 3344-1 du Code du travail et de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Fonctions exercées par les dirigeants

Le Directeur général, les Directeurs Généraux Délégués ou Adjointes exercent tous des fonctions d'administrateurs ou assimilés dans toutes les sociétés du Groupe.

Philippe MAUBERT est également Président du conseil d'administration de MAUBERT SA, société holding contrôlant Robertet SA.

Participation des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise il est détenu par les salariés 10 500 actions soit 0,46% du capital et 0,30% des droits de vote.

Rémunération des dirigeants

Ces éléments sont fournis en pages 60 et 61 du rapport financier ainsi que les informations relatives aux attributions d'actions gratuites de l'exercice.

DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS (art L441-6-1) du code de commerce

2011	Total	Échu	À échoir		
en milliers d'euros			0 à 30 jours	31 à 60 jours	+ de 60 jours
DETTES FOURNISSEURS	15 032	2 034	9 521	3 251	226

2012	Total	Échu	À échoir		
en milliers d'euros			0 à 30 jours	31 à 60 jours	+ de 60 jours
DETTES FOURNISSEURS	14 893	2 803	7 523	4 346	221



DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET

DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES

Informations sociales

Toutes les informations ci-après sont extraites du bilan social de la maison mère.

Effectifs au 31 décembre :	Total	550
-----------------------------------	--------------	------------

	Contrats à durée déterminée	29
	Contrats à durée indéterminée	521

	Hommes	300
	Femmes	250

	Cadres	139
	Agents de maîtrise	141
	Employés	138
	Ouvriers	132

Age moyen : 43 ans

Ancienneté :			
	Plus de 5 ans	77%	425
	Plus de 10 ans	63%	331
	Plus de 20 ans	33%	184
	Plus de 30 ans	10%	55

Mouvements :		
	Embauches	95
	Fins de contrat	17
	Démissions	4
	Licenciements	1
	Retraites	8

Handicapés : La société emploie 37 handicapés satisfaisant ainsi aux quotas imposés par la Cotorep.

Hygiène et sécurité : Nous avons déploré 10 accidents du travail ayant entraîné 343 jours d'arrêt.

Intérim : Le nombre moyen des intérimaires a été de 84 personnes avec une durée moyenne de 12.7 jours, soit un coût de 4 534 310 euros.

Temps de travail : Le temps de travail annuel moyen est compris dans la limite de 1 600 heures.

Le nombre d'heures non travaillées pour maladie est de 39 518 heures, y compris les congés maternité et paternité. Le rapport entre les heures travaillées et les heures rémunérées, incluant l'impact des congés payés est de 83 %.

Informations environnementales (ne concernent que Robertet Grasse) :

L'utilisation de solvants organiques dans nos activités nous amène à émettre dans l'atmosphère des composés organiques volatils (COV). Le pourcentage de perte par rapport aux solvants mis en œuvre est inférieur à celui préconisé pour les sites nouveaux dans le schéma de maîtrise des émissions dans le secteur de l'industrie aromatique.

Nous disposons à Grasse d'une station de traitement des effluents qui a traité en 2012 71 256 M3 de rejets, évacués pour retraitement. De ce fait nous n'émettons aucun élément polluant, ni dans le sol ni dans l'eau.

Nos autres déchets sont évacués soit pour être recyclés ou revalorisés soit utilisés comme combustibles via une filière de valorisation énergétique.

Les quantités ainsi évacuées en 2012 sont les suivantes, en tonnes :

Résidus végétaux	1 700
Déchets solides (emballages plastiques, fûts, cartons ...)	628
Déchets liquides (Huiles, eaux de chimie, boues de station ...)	750

Par ailleurs, à titre indicatif, les consommations d'énergie et eau ont été les suivantes :

Eau	120 000 M3
Gaz	24.13 millions de Kwh
Électricité	9, 8 millions de Kwh

COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET

ÉTAT DU RÉSULTAT DE LA PÉRIODE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-12	31-déc-11
Vente de produits	12	395 601	373 282
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		395 601	373 282
Autres produits opérationnels		2 469	2 139
Achats consommés		(180 713)	(168 897)
Charges externes		(59 360)	(57 183)
Charges de personnel		(95 528)	(91 778)
Impôts et taxes		(8 126)	(7 598)
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	13	(10 200)	(12 264)
Autres charges opérationnelles		(136)	(202)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	12	44 007	37 501
Cessions d'actifs		(358)	77
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		43 648	37 578
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie		121	90
Coût de l'endettement financier brut		(2 075)	(2 524)
Coût financier net	14	(1 954)	(2 434)
Autres produits et charges financiers	14	625	583
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		42 320	35 726
Impôts courants et différés	15	(14 731)	(12 280)
RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		27 589	23 447
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		27 589	23 447
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires		134	256
RÉSULTAT NET (part du Groupe)	12	27 455	23 191
RÉSULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)		12,09	10,27
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)	20	12,12	10,30
RÉSULTAT NET DILUÉ (en euros)	20	12,09	10,27

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net	27 589	23 447
Variation des écarts de conversion	(2 835)	3 453
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	(120)	58
Incidence fiscale	41	(20)
Provisions pour avantage du personnel - Changement de méthode	(847)	150
Incidence fiscale	289	(49)
Résultat global	24 117	27 039
Part revenant aux actionnaires de Robertet SA	24 005	26 728
Part revenant aux intérêts minoritaires	112	310

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ - AGRÉGATS en millions d'euros

	2012	2011	% d'évolution
Chiffre d'Affaires	395 601	373 282	5.98 %
EBITDA (1)	54 343	49 967	8.76 %
Résultat Opérationnel Courant (2)	44 007	37 501	17.35%
Résultat Opérationnel (2)	42 320	35 726	18.46 %
Bénéfice Net	27 589	23 447	17.67

(1) il s'agit du résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements, provisions et reprises et les autres charges opérationnelles (celles considérées comme non courantes).

(2) Définitions : voir note 1.26

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-12	31-déc-11
ACTIFS NON COURANTS		151 986	144 269
GOODWILL	2	17 635	17 635
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		876	992
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	121 912	117 135
ACTIFS FINANCIERS	4	10 557	7 304
IMPÔTS DIFFÉRÉS	15	1 006	1 204
ACTIFS COURANTS		234 715	228 993
STOCKS ET ENCOURS	5	95 458	96 334
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	6	74 395	73 299
AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	7	9 412	9 743
ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		1 681	2 373
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS		350	1 426
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		53 419	45 818
ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS			
TOTAL ACTIF		386 700	373 262
	NOTE	31-déc-12	31-déc-11
CAPITAUX PROPRES		226 283	207 132
CAPITAL		5 679	5 646
PRIMES D'ÉMISSION		10 736	9 997
RÉSERVES CONSOLIDÉES		209 004	190 172
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		225 419	205 815
INTÉRÊTS MINORITAIRES		864	1 317
PASSIFS NON COURANTS		73 639	76 901
PROVISIONS - PART À LONG TERME	8	8 168	7 458
PASSIFS FINANCIERS - PART À LONG TERME	9	31 798	61 430
IMPÔTS DIFFÉRÉS	15	8 820	8 014
PASSIFS COURANTS		111 632	89 229
PROVISIONS - PART À COURT TERME	8	420	914
PASSIFS FINANCIERS - PART À COURT TERME	9	54 382	32 160
PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		1 158	1 645
FOURNISSEURS	9	26 733	28 786
AUTRES PASSIFS COURANTS	9	28 939	25 724
TOTAL PASSIF		386 700	373 262

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS en milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total des capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	5 608	9 036	171 139	-792	184 990	1 116	186 106
Résultat global			23 330	3 399	26 728	310	27 039
Dividendes versés			-6 071		-6 071		-6 071
Exercice de stock-options	38	961			999		999
Attribution d'actions gratuites			221		221		221
Variation de périmètre			-132		-1 032	-105	-1 137
Autres variations			-20		-20	-5	-25
Total des autres variations des capitaux propres	38	961	-6 902		-5 903	-109	-6 012
Total capitaux propres au 31 décembre 2011	5 646	9 997	187 567	2 606	205 815	1 317	207 132
Résultat global			26 840	-2 835	24 005	112	24 117
Dividendes versés			-6 133		-6 133		-6 133
Attribution d'actions gratuites			410		410		410
Exercice de stock-options	33	739	-10		763		763
Variation de périmètre			564		564	-564	
Autres variations			-5		-5	1	-6
Total des autres variations des capitaux propres	33	739	-4 402		-4 402	-565	-4 967
Total capitaux propres au 31 décembre 2012	5 679	10 736	209 233	-229	225 419	864	226 283

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net consolidé	27 455	23 191
Intérêts minoritaires	134	256
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	11 272	10 019
Dotations nettes aux provisions	(1 028)	404
(Plus)/Moins-value sur cessions actifs	358	(77)
Charges et Produits sans incidence trésorerie		21
Charges d'impôt (exigible et différé)	14 401	12 281
Coût de l'endettement financier net	1 271	1 933
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	53 863	48 028
Variation des stocks	179	(15 748)
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	553	(5 475)
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	1 529	(816)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	2 261	(22 039)
Intérêts versés et reçus	(1 241)	(1 939)
Impôts versés	(13 062)	(13 523)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	41 821	10 527
Investissements industriels et locations-financement	(17 259)	(13 245)
Investissements financiers nets des désinvestissements	(3 524)	(3 356)
Cessions d'actifs	403	3 109
Incidence des variations de périmètre		(1 596)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(20 379)	(15 087)
Augmentation de capital de la société mère	763	999
Dividendes versés par la société mère	(6 133)	(6 071)
Souscriptions d'emprunts	5 124	10 250
Remboursements d'emprunts	(10 151)	(9 812)
Variation nette des autres dettes financières	34	1 160
Trésorerie provenant des opérations de financement	(10 364)	(3 474)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(1 161)	1 267
Variation globale de le trésorerie	9 917	(6 767)
Trésorerie nette à l'ouverture	25 463	32 229
Trésorerie nette à la clôture	35 379	25 463

Trésorerie nette :	31-déc-12	31-déc-11
Disponibilités	45 862	37 717
Valeurs mobilières de placement	7 557	8 101
Découverts bancaires	(18 039)	(20 356)
TOTAL	35 379	25 463



1. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet, ci après "le Groupe" sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012.

Robertet SA est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé 37 avenue Sidi Brahim à Grasse. Elle a pour principale activité la création de produits aromatiques destinés principalement à l'industrie de la parfumerie et de l'agro-alimentaire.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 17 avril 2013 et seront soumis, le 11 juin 2013, pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires qui dispose du pouvoir de les faire modifier.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2012, le Groupe a appliqué l'ensemble des normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012. Ces normes et interprétations sont les suivantes :

Normes /interprétations

Amendement d'IFRS 7

"Informations à fournir au titre des transferts d'actifs financiers"

La première application de ces normes, interprétations et amendements n'a pas d'impact significatif sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

A la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient adoptées par l'Union européenne et applicables par anticipation :

- amendements d'IFRS 1, “hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendements d'IAS 12, “recouvrement des actifs sous-jacents”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendements d'IFRS 7, “information à fournir - compensation des actifs et passifs financiers”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendements d'IAS 1, « présentation des autres éléments du résultat global » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2012 ;
- amendements d'IAS 19, « avantages du personnel », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2013 ;
- IFRS 13, “évaluation de la juste valeur”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRIC 20, “frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 10, “états financiers consolidés”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- IFRS 11, “accords conjoints”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- IFRS 12, “informations à fournir sur les participations dans les autres entités”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- amendements d'IAS 27, “états financiers individuels”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- amendements d'IAS 28, “participation dans des entreprises associées et dans des co-entreprises”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendement d'IAS 32, “compensation des actifs et des passifs financiers”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014.

Le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation sur ses comptes consolidés annuels les amendements d'IAS 19. L'impact de cette application anticipée qui constitue un changement de méthode est présenté en note 8.

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB (International accounting standards board) mais non encore adoptées par l'Union européenne ou non applicables par anticipation :

- amendements d'IFRS 1, “ prêts gouvernementaux ”, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ; ;

- IFRS 9, "instruments financiers", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015 ;
- amendements d'IFRS 10, 11, 12, "dispositions transitoires", applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendements d'IFRS 10, 12, et IAS 27, "entités d'investissements", applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes. Le Groupe appliquera le cas échéant ces normes dans ses comptes dès leur adoption par l'Union Européenne.

1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale.

Les entreprises sur lesquelles Robertet exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

Toutes les sociétés ont été consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Réserve de conversion".

1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les provisions pour avantages du personnel, les provisions pour risques, les écarts d'acquisition, les dépréciations de stocks et de créances.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en goodwill.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais, conformément à la norme IAS36 « dépréciations d'actifs », font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.8 Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles :

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38, un actif incorporel est comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière s'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles dont la durée de vie ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que la durée d'utilité n'est pas devenue finie.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé. Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle,

il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit IAS 38, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

Immobilisations corporelles :

Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Conformément à la norme IAS 23, le coût des emprunts directement attribuable à leur acquisition est inclus dans le coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement :

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions : 20 ans à 40 ans
- Installations techniques : 5 ans ou 10 ans
- Autres immobilisations : 4 à 8 ans

1.9 Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat entre l'agrégat "résultat opérationnel courant" et l'agrégat "résultat

opérationnel". La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des prêts et créances et sont comptabilisés à leur juste valeur ou, en l'absence d'un marché actif, à leur coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Groupe ne détient pas de tels actifs au 31/12/2012.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité,

diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

La méthodologie de calcul de la provision pour dépréciation des stocks consiste en un abattement de la valeur des produits en stocks en fonction de la nature des produits et de leur ancienneté de sorte que, in fine, tous les produits ayant plus de 5 ans sont dépréciés à 100%, à l'exception des éléments dont la valeur d'utilité n'est pas sensible à la durée de détention tels que les emballages. En complément, la dépréciation est ajustée d'une part sur la valeur d'utilité des matières premières, appréciée dans la capacité à écouler les matières premières stockées dans les produits finis, et d'autre part sur la valeur de réalisation des stocks de produits finis analysée référence par référence par les contrôles de gestion du groupe.

Les produits en stock sont régulièrement contrôlés et ceux qui sont inutilisables sont détruits.

1.12 Créances et dettes commerciales

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée. Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le Groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements et des actifs de couverture est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés. Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable. Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés comme une subvention et sont inscrits en compte

de résultat dans la rubrique « autres produits opérationnels » (norme IAS 20).

1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

1.20 Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change ou de taux soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. Généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe sont qualifiés comptablement d'instruments de couverture; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans les capitaux propres.

1.21 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement composés d'emprunts auprès des établissements de crédit et de dettes relatives aux contrats de location-financement. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

1.22 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock options et les actions gratuites émis par le Groupe.

1.23 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

1.24 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- **Les Directions de Divisions** ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...) ;
- **Les Directions Générales Continentales** qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. Le Groupe compte trois Directions : Europe, Amériques et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux.

En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information par Divisions, ces dernières étant par ailleurs considérées comme des UGT (Unité Génératrice de Trésorerie).

1.26 Résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond à la définition présentée dans la recommandation n°2009-R-03 du Conseil National de la comptabilité du 2 juillet 2009 relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel international. Il comprend notamment la totalité de la charge de la Contribution Economique Territoriale (CET), taxe collectée en France, y compris sa composante basée sur la valeur ajoutée. Cette classification en charges d'exploitation est donc sans changement par rapport à la Taxe Professionnelle qu'elle a remplacée.

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat opérationnel courant et intègre les autres produits et charges tels que les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

NOTE 2 – GOODWILL en milliers d'euros

Les goodwill à l'actif se décomposent comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Division Arômes :		
Valeur Brute	7 879	7 879
Dépréciation		
Valeur Nette	7 879	7 879
Division Parfumerie :		
Valeur Brute	7 822	7 822
Dépréciation		
Valeur Nette	7 822	7 822
Division Matières Premières		
Valeur Brute	1 934	1 934
Dépréciation		
Valeur Nette	1 934	1 934
Total Valeurs Nettes	17 635	17 635

L'évolution des valeurs nettes s'analyse ainsi :

	31-déc-12	31-déc-11
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	17 635	15 701
Acquisitions		1 934
Sorties de périmètre		
Autres mouvements		
Total	17 635	17 635

Les goodwill sont alloués à des groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fonction de l'activité à laquelle ils se rapportent. Les UGT définies depuis l'exercice 2007 correspondent aux divisions du groupe : Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

Il n'y a pas d'indices de dépréciations relatifs à certains actifs significatifs.

Il a été procédé à un test de valeur des UGT, auxquelles il a été affecté un goodwill (tests au 31 décembre 2012).

Ce test a été déterminé en utilisant les projections à 5 ans des flux de trésorerie générés par les ventes de chaque division.

Au-delà de ces 5 années, une valeur terminale a été déterminée à partir d'un taux de croissance de 2%. L'actualisation de ces flux est effectuée à un taux de 7,5%. Ce taux est avant impôt.

Le résultat des tests confirme qu'il n'y a pas matière à dépréciation des actifs affectés à ces UGT.

Un taux de croissance perpétuel nul n'entraînerait aucune dépréciation.

Le niveau de taux d'actualisation (hypothèse-clé) pour lequel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (après prise en compte de tous les effets résultant de ce changement sur les autres variables utilisées) est :

- Division Arômes : 20%
- Division Parfumerie : 14%
- Division Matières Premières : 13,2%



NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES en milliers d'euros

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc-11	Écart de conversion	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur au 31-déc-12
Terrains	22 180	- 50	1 791			23 921
Constructions	96 322	- 576	1 878	386	3 626	100 864
Installations techniques	114 857	- 561	6 049	979	1 094	120 460
Autres immobilisations	19 841	- 140	1 210	602	-4 228	16 081
Immobilisations en cours	2 271	- 192	6 204		- 453	7 830
TOTAL	255 470	-1 519	17 132	1 967	39	269 155

Les immobilisations en cours sont essentiellement composées d'investissements en cours de réalisation aux USA , 6,4 millions d'euros pour un ensemble immobilier et 0,5 millions d'euros pour un projet informatique.

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc-11	Écart de conversion	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur au 31-déc-12
Terrains	1 633		167			1 800
Constructions	40 673	- 203	4 547	158	177	45 036
Installations techniques	84 615	- 414	4 933	740	211	88 605
Autres immobilisations	11 415	- 82	1 450	618	- 362	11 803
TOTAL	138 335	- 699	11 097	1 516	26	147 243

VALEUR NETTE	117 135					121 912
---------------------	----------------	--	--	--	--	----------------

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des installations techniques en location financement pour les montants suivants :

en milliers d'euros	31-déc-12	31-déc-11
Installations techniques	2 022	2 249
TOTAL	2 022	2 249

La charge d'amortissement pour l'exercice 2012 pour ces immobilisations en location-financement est de 377 K€, contre 370 K€ en 2011.

NOTE 4 – ACTIFS FINANCIERS en milliers d'euros

1. CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	TOTAL
31 DÉCEMBRE 2012						
Instruments financiers dérivés non courants						
Autres actifs financiers non courants		10 557				10 557
Clients		74 395				74 395
Autres débiteurs		9 412				9 412
Instruments financiers dérivés courants						
Autres actifs financiers courants			350			350
Trésorerie et équivalents de trésorerie		45 862	7 557			53 419
Actifs financiers		140 226	7 907			148 133
31 DÉCEMBRE 2011						
Instruments financiers dérivés non courants						
Autres actifs financiers non courants		7 304				7 304
Clients		73 299				73 299
Autres débiteurs		9 743				9 743
Instruments financiers dérivés courants						
Autres actifs financiers courants			1 426			1 426
Trésorerie et équivalents de trésorerie		37 717	8 101			45 818
Actifs financiers		128 063	9 528			137 590

Titres disponibles à la vente :

Cette catégorie d'actifs inclus notamment les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers. Les plus ou moins-values latentes constatées sur cette catégorie d'actif sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Fin 2011 et 2012, le Groupe ne détenait pas d'actif entrant dans cette catégorie.

Prêts et créances :

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables et qui ne sont pas cotés.

Actifs financiers à la juste valeur par le résultat :

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les valeurs mobilières de placement que le Groupe Robertet a acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture, et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs de valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché (cf. Note 17).

Les 7,9 millions d'euros à fin décembre 2012 représentent des placements à court terme (moins d'un an), essentiellement des comptes à terme et des certificats de dépôt.



2. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Titres de participations comptabilisés au coût de revient (2)	187	186
Dépôts et cautionnements	1 451	1 398
Créances rattachées à des participations	699	814
Autres titres immobilisés (1)	8 120	4 791
Prêts	100	116
TOTAL	10 557	7 304

(1) Il s'agit principalement de placements à long terme de la filiale américaine Robertet Flavors (certificats de dépôts).

(2) Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2011 :

	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	% de détention
ROBERTET INDIA	12		12	100%
ROBERTET IRAN	200	200		49%
AUTRES	174		174	
TOTAL	386	200	186	

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2012 :

	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	% de détention
ROBERTET INDIA	12		12	100%
ROBERTET IRAN	200	200		49%
AUTRES	175		175	
TOTAL	387	200	187	

3. ACTIFS FINANCIERS COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Placements de trésorerie à court terme	350	1 426
TOTAL	350	1 426

NOTE 5 - STOCKS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Matières premières	63 098	63 034
En-cours et produits finis	37 123	36 788
Valeur brute	100 222	99 822
Provisions	-4 764	-3 489
VALEUR NETTE	95 458	96 334

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Solde à l'ouverture de l'exercice	3 489	2 977
Variation de périmètre		51
Augmentations	1 517	839
Reprises et utilisations	-208	-366
Écart de conversion	-33	-12
Solde à la clôture de l'exercice	4 764	3 489

NOTE 6- CRÉANCES en milliers d'euros

Ventilation des créances clients	31-déc-12	31-déc-11
Europe	27 639	29 605
Amérique du Nord	14 777	14 333
Amérique du Sud	7 684	7 986
Asie	20 342	18 656
Autres pays	6 900	6 087
TOTAL CRÉANCES BRUTES	77 342	76 666
Provisions pour dépréciation	2 947	3 367
TOTAL CRÉANCES NETTES	74 395	73 299

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Solde à l'ouverture de l'exercice	3 367	3 107
Augmentations	954	972
Reprises et utilisations	-1 406	-671
Écart de conversion	6	-42
Autres mouvements	26	1
Solde à la clôture de l'exercice	2 947	3 367

NOTE 7 – AUTRES ACTIFS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Charges constatées d'avance	3 268	4 342
Autres créances	6 144	5 401
TOTAL AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	9 412	9 743
Actifs d'impôts exigibles	1 681	2 373
Actifs d'impôts différés	1 006	1 204
TOTAL	12 100	13 320

NOTE 8- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES en milliers d'euros

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Variation du taux de change	Autres (3)	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE (3)	4 665	372	-1993		2 146	5 190
Autres engagements envers le personnel (2)	1 431	258	-179	1		1 511
Autres risques (1)	2 275	270	-604	-54		1 887
RISQUES ET CHARGES	3 706	528	-783	-53		3 398
TOTAL PROVISIONS	8 372	900	-2 776	-53	2 146	8 588
dont passifs courants	914					420
dont passifs non courants	7 458					8 168

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail concernant les sociétés établies en France.

(3) Provisions retraite :

2012	Ouverture	Dotation	Reprises	Capitaux Propres	Autres	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE	4 665	372	-1 993	848	1 298	5 190
Indemnités de fin de carrière	3 880	372		848		5 100
Retraites complémentaires	785		-1 993		1 298	90

2011	Ouverture	Dotation	Reprises	Capitaux Propres (i)	Autres	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE	3 914	1 151	-157	-150	-93	4 665
Indemnités de fin de carrière	3641	536	-147	-150		3 880
Retraites complémentaires	273	615	-10		-93	785

(i) Suite au changement de méthode lié à l'application d'IAS 19R, le montant indiqué a été comptabilisé en capitaux propres alors qu'il était comptabilisé en résultat initialement. Ces changements sont détaillés dans le paragraphe ci-dessous "Changement de méthode".

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

Les engagements en France représentent 98% des provisions retraite du Groupe, c'est la raison pour laquelle sont détaillées uniquement les hypothèses concernant la France.

A-Régime de retraites à prestations définies :

Ce régime de retraite concerne uniquement Charabot SA et a fait l'objet d'un préfinancement dans un fond géré par le GAN.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	2012
Taux de rotation du personnel	0%
Taux d'actualisation	3%
Age de départ à la retraite	67 ans
Taux de mortalité	néant

	2011
Taux de rotation du personnel :	
Moins de 35 ans	7.4%
De 35 à 50 ans	2.5%
Au-delà de 50 ans	0%
Taux d'actualisation	4.75%
Age de départ à la retraite	65 ans
Table de mortalité :	
Pendant la phase d'activité	Table TF00-02
Pendant la phase de rente	Table par génération et par sexe

Le montant net figurant au bilan relatif à ce régime de retraites est obtenu par différence entre la valeur de l'actif et l'engagement dépendant des hypothèses énoncées ci-dessus :

Le montant brut de l'engagement au 31 décembre 2012 s'élève à 1 971 Keuros. Il est couvert par un actif de 3.3 millions d'euros, la différence soit 1.3 millions d'euros est comptabilisée à l'actif du bilan en autres créances.

Un nouvel accord sur la retraite complémentaire a été mis en place le 17 décembre 2012 en remplacement de celui du 1^{er} juillet 2008. Cet avenant a modifié les conditions d'ouverture des droits de pension à la retraite avec notamment l'obligation d'avoir 67 ans à la liquidation (au lieu de 65 ans dans le précédent accord) et d'avoir liquidé ses droits à la retraite dans le régime général de Sécurité Sociale au 31 décembre 2013.

B-Indemnités de fin de carrière :

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2012	2011
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 09/2010.

		France
Taux de croissance des salaires		
	2012	2%
	2011	2%
	2010	2%
Taux d'actualisation		
	2012	3,00%
	2011	4,75%
	2010	5,00%

La variation afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	2012	2011
Coût annuel des services rendus	191	180
Frais financiers sur engagements	184	181
Gains et pertes actuariels	845	-108
Coût de la période	1220	253

Changement de méthode :

Le Groupe a appliqué par anticipation la norme IAS19 révisée « avantages du personnel », les écarts actuariels liés à la variation du taux d'actualisation sont maintenant comptabilisés dans les capitaux propres du Groupe alors qu'ils impactaient le compte de résultat sur les exercices précédents. Cette approche constitue un changement de méthode, appliqué de manière rétrospective conformément à IAS 8, impliquant l'obligation de retraiter les exercices comparatifs.

Les impacts de ce changement de méthode sont les suivants au 31 décembre 2012 :

en milliers d'euros	31-déc-12	31-déc-11
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	848	-150
Impôt	-289	49
Résultat net	559	-101
Résultat de base	0.25	-0.04
Résultat dilué par actions	0.25	-0.04

NOTE 9 – PASSIFS FINANCIERS en milliers d'euros

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

	TOTAL	31-déc-12		TOTAL	31-déc-11	
		Courant	Non courant		Courant	Non courant
Dettes Fournisseurs	26 733	26 733		28 786	28 786	
Autres créditeurs	28 939	28 939		25 724	25 724	
Autres passifs financiers	86 180	54 382	31 798	93 590	32 160	61 430
Passifs financiers	141 852	110 054	31 798	148 099	86 669	61 430

Analyse par catégorie de dettes	31-déc-12	31-déc-11
Emprunts à long et moyen terme	39 948	44 876
Emprunts location financement	204	265
Concours bancaires courants	18 039	20 356
Autres dettes financières (1)	26 651	26 203
Comptes-courants d'associés	1 337	1 890
TOTAL	86 179	93 590

(1) Ces dettes intègrent :

- l'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot pour 24 853K€ au 31 décembre 2012 (vs 24 441 K€ au 31 décembre 2011).
- une dette financière de 1,7 millions d'euros au titre d'un put sur minoritaires dans la société SAPAD.

Analyse par échéances de remboursement	31-déc-12	31-déc-11
A moins d'un an (1)	54 382	32 160
A plus d'un an et moins de cinq ans	23 576	52 705
A plus de cinq ans	8 222	8 726
TOTAL	86 179	93 590
dont en Euros	73 794	81 911
dont en USD	12 091	11 554
Autres devises	294	125

1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

	31-déc-12	31-déc-11
Part à moins d'un an des emprunts	10 005	9 707
Part à moins d'un an des dettes financières diverses	26 214	1 936
Part à moins d'un an des emprunts location financement	123	161
Découverts bancaires	18 039	20 356
TOTAL	54 382	32 160

	moins de 1 mois	entre 1 et 3 mois	entre 3 et 6 mois	+ 6 mois	TOTAL
Emprunts bancaires	760	1 807	2 585	4 853	10 005
Emprunts location financement	10	20	31	62	123
Concours bancaires courants	-	-	-	18 039	18 039
Dettes financières diverses	24	-	-	26 190	26 214
TOTAL	794	1 827	2 616	49 145	54 382

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

	31-déc-12	31-déc-11
Emprunts à taux fixe	16 851	26 129
Emprunts à taux variable	23 097	18 747
TOTAL	39 948	44 876

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 24 millions d'euros au 31/12/2012. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par la Groupe Robertet au 31/12/2012, à l'exception d'un emprunt de 5,6 millions de dollars souscrit aux USA pour lequel un waiver a été obtenu le 1^{er} mars 2013. Cette somme ne représentant que seulement 1% du bilan, le reclassement en dette courante n'a pas été fait.

Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2012 :

Entité du Groupe	BANQUE	Capital restant dû au 31/12/12 en K€	Année du dernier remboursement	Taux d'intérêt	Devise
ROBERTET GRASSE	Palatine	3 940	2 014	4,39%	EUR
	Caisse d'Epargne	847	2 014	4,05%	EUR
	Caisse d'Epargne	823	2 014	3,44%	EUR
	Caisse d'Epargne	1 678	2 014	4,19%	EUR
	Becm	5 278	2 019	Euribor 1M+0,8%	EUR
	Lyonnaise de Banque	5 278	2 019	Euribor 1M+0,8%	EUR
	Hsbc	5 075	2 020	Euribor 3M+0,7%	EUR
	Crédit Lyonnais	8 214	2 018	2,31%	EUR
	ICNE	75			
	Divers	486			
GROUPE CHARABOT	Caisse d'Epargne	36	2 013	Euribor 3M+0,6%	EUR
	Société Générale	2 679	2 016	2,67%	EUR
	Divers	39	2 014		EUR
ROBERTET BRESIL	Banco Do Brasil	74		13,76%	BRL
	Banco Itau	148		17,46%	BRL
ROBERTET USA	PNC Bank	4 452		1,56%	USD
ROBERTET SAVOURY	BNP Paribas Fortis	300	2 015	Euribor 3M+1,1%	EUR
SAPAD	BNP	162	2 014	4,85%	EUR
	BNP	89	2 019	3,40%	EUR
	Banque Populaire	204	2 018	3,60%	EUR
	Banque Populaire	33	2 015	5,00%	EUR
	Banque Populaire	16	2 014	4,00%	EUR
	Banque Populaire	22	2 015	4,00%	EUR
TOTAL		39 948			

NOTE 10- AUTRES PASSIFS COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Dettes fiscales et sociales	19 206	16 407
Autres dettes	9 475	9 078
Produits constatés d'avance	258	239
	28 939	25 724

NOTE 11 - INSTRUMENTS FINANCIERS en milliers d'euros

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Risques de change

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais.

Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau. Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc-12		31-déc-11	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	4 826	5 108	5 946	5 708

Risques Matières Premières

Le risque Matières Premières au niveau du Groupe reste peu significatif étant donné la grande diversité de Matières Premières utilisées et la diversification des approvisionnements. Le Groupe Robertet est peu soumis à des risques de problèmes d'approvisionnement ou de pression sur les prix. Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture pour ses achats car la grande majorité des Matières Premières achetées ne sont pas cotées sur des marchés.

Risques de taux

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables.

Les swaps de taux mis en place sur certains emprunts (chez Robertet SA sur un volume d'emprunts au 31/12/12 de 14,6 millions d'euros et chez Charabot SA de 2.7 millions d'euros) sont qualifiés d'instrument de couverture. La juste valeur de ces instruments, comptabilisés en passifs financiers non courants, s'élève à 486 K€ au 31 décembre 2012. L'impact sur les capitaux propres pour l'exercice est de 120 K€.

Risque de contrepartie

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs.



Risque de crédit

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients au 31 décembre 2012 et 2011 :

2012	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	9 637	3 153	556	353	-108	13 591
Europe (hors France)	9 088	3 826	359	667	-574	13 366
Amérique du Sud	4 348	1 910	741	684	-765	6 918
Amérique du Nord	11 184	3 107	274	213	-232	14 546
Asie & Océanie	15 266	3 420	880	776	-785	19 557
Autres	4 178	1 540	581	601	-483	6 417
Créances clients	53 701	16 956	3 391	3 294	-2 947	74 395

2011	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	8 115	4 410	988	355	-100	13 768
Europe (hors France)	10 786	3 849	554	547	-542	15 194
Amérique du Sud	2 895	3 319	447	1 325	-1 199	6 786
Amérique du Nord	8 170	4 715	1 456	-8	-311	14 022
Asie & Océanie	12 612	4 626	709	709	-835	17 820
Autres	4 343	1 033	213	499	-380	5 708
Créances clients	46 921	21 951	4 367	3 427	-3 366	73 299

Hiérarchie de juste valeur

La norme IFRS7 amendée en 2009 demande de classer les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon les trois niveaux suivants :

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables.
- niveau 3 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Actifs à la juste valeur au 31/12/2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Placements de trésorerie à court terme	350			350
Valeurs mobilières de placement	7 557			7 557
Total des actifs à la juste valeur	7 907			7 907

Passifs à la juste valeur au 31/12/2012				
Dérivés de taux (Swaps)		486		
Total des passifs à la juste valeur		486		

Actifs à la juste valeur au 31/12/2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Placements de trésorerie à court terme	1 426			1 426
Valeurs mobilières de placement	8 101			8 101
Total des actifs à la juste valeur	9 528			9 528

Passifs à la juste valeur au 31/12/2011				
Dérivés de taux (Swaps)		366		366
Total des passifs à la juste valeur		366		366

Il n'y a pas eu de transferts de la catégorie 1 à la catégorie 2 pour l'ensemble des actifs et passifs financiers du Groupe.

NOTE 12 – INFORMATIONS SECTORIELLES en milliers d'euros

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe fournit une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le PDO (principal décideur opérationnel). Le PDO est la Direction Générale du Groupe Robertet, présidée par Monsieur Philippe Maubert.

Le niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur d'activité. La ventilation est faite sur les trois Divisions du Groupe :

- Matières Premières
- Parfumerie
- Arômes

Le reporting interne destiné au PDO est organisé suivant les secteurs opérationnels identifiés ci-dessus :

AU 31 DÉCEMBRE 2012	TOTAL	Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	395 601	97 389	142 135	156 077
Résultat opérationnel courant	44 007	10 443	13 212	20 352
Résultat net Part du Groupe	27 589	4 843	9 210	13 536
GOODWILL	17 635	1 934	7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	121 912	31 962	45 285	44 665
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	17 177	6 135	7 303	3 739
DOTATION AMORTISSEMENT	11 272	2 609	3 789	4 874
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	181 296	61 780	61 066	58 450
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	56 832	17 282	22 012	17 538
AU 31 DÉCEMBRE 2011	TOTAL	Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	373 282	92 752	137 195	143 336
Résultat opérationnel courant	37 501	9 351	11 409	16 741
Résultat net Part du Groupe	23 191	3 641	7 924	11 625
GOODWILL	17 635	1 934	7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	117 135	31 572	40 391	45 172
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	13 106	2 305	6 378	4 423
DOTATION AMORTISSEMENT	10 225	2 696	3 171	4 358
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	183 175	73 853	59 756	49 566
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	56 154	17 230	21 202	17 722

Analyse par zone géographique des ventes de produits :

AU 31 DÉCEMBRE 2012	TOTAL	Europe	Etats-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	395 601	149 960	124 284	121 356

AU 31 DÉCEMBRE 2011	TOTAL	Europe	Etats-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	373 282	151 151	114 095	108 035

NOTE 13- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Amortissements sur immobilisations	11 272	10 225
Dotations et reprises sur provisions (1)	-1 072	2 039
TOTAL	10 200	12 264

(1) les dotations et reprises sur provisions concernent les créances, les stocks et les provisions pour risques et charges (cf. notes 5,6 et 8).

NOTE 14- RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Intérêts d'emprunts et charges assimilées	-2 075	-2 524
Produits de valeurs mobilières	121	90
Coût financier net	-1 954	-2 434
(Pertes) de change	-1 358	-1 050
Gains de change	1 277	1 317
Autres	706	316
Autres produits et charges financiers	625	583
TOTAL	-1 329	-1 852

NOTE 15 – IMPÔTS en milliers d'euros

	31-déc-12		31-déc-11	
	Résultat net avant Impôt	(Charges)/ Produits d'Impôt Nets	Résultat Net avant Impôt	(Charges)/ Produits d'Impôt Net
Sociétés françaises du Groupe	20 060	-7 118	16 427	-5 629
Autres sociétés du Groupe	22 260	-7 613	19 300	-6 651
TOTAL	42 320	-14 731	35 727	-12 280
Impôt courant		-13 361	-10 382	
Impôt différé net		-1 370	-1 898	
IMPÔT		-14 731	-12 280	

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Impôt différé Actif	1 006	1 204
Impôt différé Passif	-8 820	-8 014
Impôt différé Net	-7 814	-6 810

	31-déc-12	31-déc-11
Impôts différés nets au 1er janvier - actifs/ (passifs)	-6 810	-4 726
Constatés en capitaux propres	276	-70
(Charge) / produit	-1 370	-1 898
Écarts de conversion	91	-116
TOTAL	-7 814	-6 810
Dont impôts différés passifs	-8 820	-8 014
Dont impôts différés actifs	1 006	1 204

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable en France (34,43% en 2012 et en 2011) et la charge d'impôt effective se présente comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net avant impôts	42 320	35 727
Taux d'impôt courant en France	34,43%	34,43%
(Charges)/Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France	-14 571	-12 301
- Impact des différences permanentes	116	471
- Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers	414	-562
- Impact des déficits fiscaux non reconnus	-679	-411
- Impact des crédits d'impôts	205	706
- Impact des différences de taux (différé/courant)	-24	-21
- Impact des redressements fiscaux	-282	1
-Autres	90	-163
(Charges) / produits d'impôts nets	-14 731	-12 280
Taux effectif d'impôt du groupe en %	34,81%	34,37%

Le taux d'imposition français est constitué du taux d'impôt sur les sociétés (33.33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2012, qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 34.43% (comme en 2011).

Les déficits reportables de chaque entité sont revus et analysés à chaque clôture. Leur activation est décidée ou non dans les comptes sur la base des hypothèses suivantes :

- Forte probabilité de bénéfices à horizon 3 ans,
- Délais de report en avant de ces déficits largement au-delà des 3 ans (20 ans ou illimités)

Dès lors, aucun Impôt Différé Actif n'est activé sur les filiales en réorganisation ou en cours de développement :

1) Filiale Brésilienne :

- impôt différé non activé sur les différences temporaires : 113 K€, soit 284 KBRL
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 1 035K€, soit 2 591 KBRL

2) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Arco : 1489 K€
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Charabot Inc : 829 K€ soit 1064 KUSD

3) Robertet South Africa Aromatics :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 244 K€, soit 2 577 KZAR

NOTE 16- ENGAGEMENTS en milliers d'euros

16-1 Engagements donnés et reçus

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

Engagements donnés	31-déc-12	31-déc-11
Cautions envers le trésor	8	8
Promesses d'hypothèques	15 000	15 000
Autres engagements	113	370
TOTAL	15 121	15 378

Les promesses d'hypothèque concernent, à hauteur de 15 millions d'euros, une promesse consentie par la maison mère sur le terrain qui accueille la nouvelle unité de mélanges de compositions parfumerie, en garantie d'un emprunt de même montant, à l'origine, ayant au 31 décembre 2012 une valeur résiduelle de 10 556 K€

16-2 Litiges

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

NOTE 17 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

Les valeurs mobilières de placements sont composées de certificats de dépôts et autres produits de placements à court terme.

	31-déc-11	Variation	Différence de conversion	31-déc-12
Valeurs mobilières de placement	8 101	- 61	- 484	7 557
TOTAL	8 101	- 61	- 484	7 557

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

	31-déc-2012	31-déc-2011
Robertet USA :	3 993	4 034
Certificats de Dépôt	3 993	4 034
Autres placements à terme :	3 564	4 067
Robertet Argentina	607	555
Robertet Espagne	1 511	1 511
Robertet Mexico	1 447	2 001
TOTAL GÉNÉRAL	7 557	8 101

NOTE 18- EFFECTIFS DU GROUPE en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Cadres	457	440
Employés	717	737
Production	407	388
TOTAL	1 581	1 565

NOTE 19- COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL en milliers d'euros

Le capital social est composé au 31 décembre 2012 de 2 121 925 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros, entièrement libérées, et de 149 720 certificats d'investissements, contre 2 108 675 et 149 720 respectivement en 2011.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2012 : 960 883).

Au 31 décembre 2012, le Groupe familial détient 51.20% du capital représentant 60.35% des droits de vote.

Le capital potentiel théorique de Robertet s'élèverait à 5 676 milliers d'euros correspondant à 2 120 615 actions et 149 720 certificats d'investissements en cas d'exercice des options de souscription et de l'attribution gratuite définitive d'actions.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 3 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31-déc-11	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-12
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300		9 300	
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			27 800		9 300	18 500

Le nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2012 au titre des stocks options s'élève à 18 500 actions. Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2012 s'élève à 94.16 euros.

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date attribution définitive	Nombre au 31-déc-11	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-12
25/02/2010	25/02/2012	3 950		3 950	
24/02/2011	24/02/2013	3 950			3 950
23/02/2012	23/02/2014		3 100		3 100
TOTAL		7 900	3 100	3 950	7 050

Seuls les plans émis à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1er janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

La juste valeur des actions gratuites s'élève à 104 euros par action. Une charge de 410 milliers d'euros a été enregistrée sur l'exercice 2012 (341 K€ en 2011). La charge relative à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur deux ans à partir de la date d'octroi.

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

NOTE 20 – CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul des résultats de base et dilué par action, pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011, est présenté ci-dessous :

(a) Résultat de base	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	27 455	23 191
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 266	2 251
Résultat net de base par action (en euros)	12.12	10.30

Résultat dilué	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	27 455	23 191
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 266	2 251
Options sur actions (en milliers)	4	7
Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué	2 270	2 258
Résultat net dilué par action (en euros)	12.09	10.27

NOTE 21 – ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE en milliers d'euros

Aucun évènement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2012 et la date du conseil d'administration ayant arrêté ces comptes, le 17 avril 2013.

NOTE 22 – PARTIES LIÉES

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des achats ou ventes de matières premières de la maison-mère à ces dernières. Les ventes de la maison mère à ces entreprises liées s'élèvent à 239 Keuros pour l'exercice 2012, les achats à 1 673 Keuros.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Conseil d'Administration. Les rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant :

RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS :

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés aux membres du Conseil d'Administration et au comité de direction du Groupe, payé sur l'exercice 2012 et 2011, s'établit comme suit :

en euros	2012	2011
Rémunération du Conseil d'Administration	2 406 509	2 565 556

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable hors charges sociales patronales

Tableau des rémunérations, options et actions attribuées à chaque dirigeant social :

Rémunérations versées à Philippe Maubert, Président Directeur Général	2012	2011
Rémunération fixe	421 318	372 836
Rémunération variable	225 000	230 000
TOTAL	646 318	602 836
Compensation actions gratuites 2009 annulées		91 597
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	123 500	142 375

Rémunérations versées à Lionel PICOLET, Directeur Général Adjoint	2012	2011
Rémunération fixe	241 571	232 208
Rémunération variable	151 000	150 000
TOTAL	392 571	382 208
Compensation actions gratuites 2009 annulées		65 964
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	86 450	102 510

Rémunérations versées à Christophe Maubert, Directeur Général Délégué	2012	2011
Rémunération fixe	357 288	317 174
Rémunération variable	124 000	142 000
TOTAL	481 288	459 174
Compensation actions gratuites 2009 annulées		65 964
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	86 450	102 510

Rémunérations versées à Olivier Maubert, Directeur Général Délégué	2012	2011
Rémunération fixe	174 226	169 727
Rémunération variable	65 000	65 000
TOTAL	239 226	234 727
Compensation actions gratuites 2009 annulées		65 964
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	86 450	102 510

2 - JETONS DE PRÉSENCE

	Comité		2012	2011
	Audit	Rémunérations		
M. Xavier GIVAUDAN		•	10 500	12 500
Mme Gilberte LOMBARD	•	•	18 000	20 000
M. Alain MOYNOT	•		20 000	20 000
M. Dlawar BARAKAT		•	12 500	6 500
Mme Catherine CANOVAS	•		15 000	15 000
M. Peter LOMBARDO			6 000	4 000
Mme Isabelle MAUBERT			8 000	10 000
M. Gérard DELCOUR			10 000	10 000
M. Philippe MAUBERT			10 000	10 000
M. Lionel PICOLET			10 000	10 000
M. Christophe MAUBERT			2 000	6 000
M. Olivier MAUBERT			8 000	10 000
TOTAL			130 000	134 000
Rémunération de P. Lombardo au titre de son activité aux États-Unis (en USD)			849 000	845 000

3 - ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL PENDANT L'EXERCICE

	Date du plan	Nombre d'actions	Valeur d'un titre	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Philippe MAUBERT	23 février 2012	1 000	123,50	23 février 2014	23 février 2016
Lionel PICOLET	23 février 2012	700	123,50	23 février 2014	23 février 2016
Christophe MAUBERT	23 février 2012	700	123,50	23 février 2014	23 février 2016
Olivier MAUBERT	23 février 2012	700	123,50	23 février 2014	23 février 2016

NOTE 24- FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT en milliers d'euros

Les frais de recherche et développement représentent pour l'année 2012 comme pour l'année 2011 environ 8% du chiffre d'affaires consolidé.

NOTE 25- LISTE DES FILIALES CONSOLIDÉES en milliers d'euros

Entités	Pays	% de détention	Méthode de consolidation
Robertet GMBH	Allemagne	100%	INTÉGRATION GLOBALE
Robertet Argentina	Argentine	100%	
Robertet Do Brasil	Brésil	100%	
Robertet Espana	Espagne	100%	
Robertet USA	États-Unis	100%	
Robertet Italia	Italie	100%	
Robertet Hiyoki	Japon	100%	
Robertet de Mexico	Mexique	100%	
Robertet UK	Royaume-Uni	93,80%	
Robertet et Cie SA	Suisse	100%	
Robertet Turkey	Turquie	100%	
Robertet South Africa Aromatics	Afrique du Sud	100%	
Robertet Savoury	Belgique	100%	
Charabot	France	99,76%	
Robertet China	Chine	100%	
Plantes Aromatiques du Diois	France	66%	

COMPTES SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET

COMPTE DE RÉSULTAT en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-12	31-déc-11
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.13	159 886	144 237
Production stockée		2 525	6 172
Autres produits d'exploitation		1 227	984
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		163 637	151 393
Achats		-81 041	-81 000
Variation des stocks		866	9 001
Charges externes		-23 782	-22 306
VALEUR AJOUTÉE		59 681	57 087
Charges de personnel		-37 527	-36 714
Impôts et taxes		-3 286	-2 943
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		18 867	17 431
Dotations aux amortissements		-3 679	-3 301
Dotations aux provisions et reprises		-844	-1 591
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		14 345	12 539
Charges et produits financiers	2.14	6 404	1 793
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		20 750	14 332
Charges et Produits exceptionnels	2.15	-2 337	-3 439
Impôt sur les bénéfices	2.17	-1 837	-1 566
RÉSULTAT NET AVANT PARTICIPATION		16 576	9 326
PARTICIPATION		-893	-785
BÉNÉFICE NET		15 682	8 542

BILAN en milliers d'euros

ACTIF	NOTE	31-déc-12	31-déc-11
Immobilisations incorporelles	2.1	5 869	
Immobilisations corporelles	2.1 et 2.2	34 231	33 731
Immobilisations financières	2.3	66 747	72 840
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		106 847	106 571
Stocks	2.4	43 364	40 360
Clients et comptes rattachés	2.5 et 2.8	34 900	32 990
Créances diverses		6 197	6 232
Disponibilités	2.6	3 637	4 492
Comptes de régularisation	2.6	1 699	3 005
TOTAL ACTIF CIRCULANT		89 797	87 079
TOTAL ACTIF		196 644	193 650
PASSIF		31-déc-12	31-déc-11
Capital	2.19	5 679	5 646
Réserves		74 066	70 929
Résultat de l'exercice		15 682	8 542
Provisions réglementées	2.8	13 207	10 810
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2.7	108 635	95 927
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2.8	4 657	4 139
DETTES FINANCIERES	2.9	56 236	66 856
DETTES D'EXPLOITATION	2.10	27 117	26 729
TOTAL PASSIF		196 644	193 650

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Bénéfice net	15 682	8 542
Amortissements des immobilisations corporelles	3 679	3 301
Dotations nettes aux provisions	3 419	5 720
Plus/moins-value sur cessions actifs	-60	-23
Marge brute d'autofinancement	22 720	17 540
Variation des stocks	-3 005	-14 598
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	-528	-10 153
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	232	3 027
Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice	-3 301	-21 725
Trésorerie provenant de l'exploitation	19 418	-4 185
Variation de périmètre	44	
Investissements industriels	-4 187	-5 547
Autres mouvements sur actifs financiers	-209	-2 229
Cessions et réalisation d'actifs	69	25
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	-4 283	-7 751
Levée de souscription d'action	763	999
Dividendes versés	-6 133	-6 071
Souscription d'emprunts		14 000
Remboursements d'emprunts	-8 427	-7 229
Variation nette des autres dettes financières	-553	489
Trésorerie provenant des opérations de financement	-14 351	2 188
Variation globale de la trésorerie	784	-9 748
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 ^{er} janvier	-15 167	-5 420
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre	-14 383	-15 167
SITUATION DE TRÉSORERIE	31-déc-12	31-déc-11
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	3 637	4 492
Concours bancaires	- 18 020	-19 659
NET	- 14 383	- 15 167

SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE		
Créances clients et comptes rattachés	34 900	32 990
Autres créances	6 197	6 232
Disponibilités	3 637	4 492
Comptes de régularisation actif	1 699	3 005
TOTAL	46 433	46 719
PASSIF EXIGIBLE		
Emprunts et dettes financières divers	10 032	10 408
Concours bancaires	18 020	19 659
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 420	17 626
Dettes fiscales et sociales	9 669	9 064
TOTAL	55 141	56 757
ACTIF REALISABLE - PASSIF EXIGIBLE	- 8 709	- 10 038

NOTE ANNEXE AUX COMPTES

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

A. Principes

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable) ainsi que les règlements l'ayant modifié ou complété par la suite.

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

• Constructions	20 ans ou 40 ans
• Constructions légères	8 ans
• Matériel de transport	4 et 5 ans
• Agencements, installations	5, 8 ans et 20 ans
• Installations techniques	5 ans ou 10 ans
• Matériels de bureau	5 ans

L'entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, l'entreprise procède à l'examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d'utilisation prévues par l'entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l'entreprise dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des différents critères, dont la valeur de marché, les perspectives de rentabilité et les capitaux propres réévalués.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré, le coût d'acquisition comprenant tous les frais accessoires d'achat. Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur coût réel de fabrication incluant les coûts directs et indirects de production.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ; une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur de marché se révèle inférieure.

G. Instruments financiers

Instruments de change :

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier lorsque la transaction est dénouée.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la valeur de marché de l'instrument financier à cette date.

Instruments de taux :

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables. Les résultats dégagés par les swaps de taux d'intérêt qui couvrent des éléments du passif financier sont comptabilisés en net dans le résultat financier.

H. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1er avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en résultat.

L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le poste « charges et produits financiers ».

NOTE 2 – COMPLÉMENTS D'INFORMATION

2.1 MOUVEMENTS SUR IMMOBILISATIONS en milliers d'euros

	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	31-déc-12
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
MALI DE CONFUSION*		5 861		5 861
DIVERS		8		8
TOTAL		5 869		5 869
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	2 168			2 168
CONSTRUCTIONS	38 327	885		39 212
INSTALLATIONS TECHNIQUES	42 449	2 613	144	44 918
AUTRES IMMOBILISATIONS	7 937	689	389	8 238
IMMOBILISATIONS EN COURS				
TOTAL	90 881	4 187	532	94 536

* Ce mali de confusion issu de la transmission universelle de patrimoine de la société Manuta intervenue en 2012 est entièrement affecté aux titres de participation détenus sur la société Charabot.

2.2 MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS en milliers d'euros

	31-déc-11	Dotations	Diminutions	31-déc-12
CONSTRUCTIONS	17 925	1 225		19 150
INSTALLATIONS TECHNIQUES	32 643	1 911	144	34 410
AUTRES IMMOBILISATIONS	6 582	543	380	6 745
TOTAL	57 149	3 679	523	60 305

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES en milliers d'euros

VALEUR BRUTE	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	31-déc-12
Participations	71 189	10 484	15 019	66 653
Créances rattachées à des participations	4 107	3 221	3 914	3 414
Autres immobilisations financières	105	7	9	103
TOTAL	75 401	13 712	18 942	70 171

PROVISIONS	31-déc-11	Dotations	Reprises	31-déc-12
Participations	2 261	870	9	3 123
Créances rattachées à des participations	300			300
Autres immobilisations financières	-			-
TOTAL	2 561	870	9	3 424

VALEUR NETTE	72 840			66 747
---------------------	---------------	--	--	---------------

2.4 STOCKS en milliers d'euros

Désignation	Méthode de valorisation	31-déc-11	31-déc-12
Matières premières	Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur	22 789	23 655
Provision / Matières Premières		-694	- 741
En-cours et produits finis	Coût de production	19 627	22 152
Provision/ Produits Finis		- 1 363	- 1 702
TOTAL		40 360	43 364

2.5 CRÉANCES en milliers d'euros

Toutes les créances clients et autres créances diverses sont à moins d'un an.

2.6 COMPTES DE RÉGULARISATION ET DISPONIBILITÉS en milliers d'euros

	31-déc-11	31-déc-12
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 443	1 661
Achats	2 047	1 297
Frais généraux	396	364
ÉCART DE CONVERSION ACTIF	561	38
Prêts	525	
Emprunts	36	38
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF	3 005	1 699
ÉCART DE CONVERSION PASSIF	38	27
Prêts	38	27
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF	38	27
Soldes créditeurs de banque	4 481	3 628
Caisses	11	9
TOTAL DISPONIBILITÉS	4 492	3 637

2.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en milliers d'euros

	TITRES		Capital	Primes d'émission	Réserves	Provisions Réglementées	Capitaux Propres
	actions	CI					
Situation au 31 décembre 2010	2 093 799	149 456	5 608	9 035	67 003	7 352	88 997
Dividendes versés					- 6 071		- 6 071
Exercice de stock-options	15 140		38	961			999
Variation des provisions réglementées						3 459	3 459
Résultat de l'exercice					8 542		8 542
Situation au 31 décembre 2011	2 108 675	149 720	5 646	9 997	69 473	10 811	95 926
Dividendes versés					- 6 133		- 6 133
Exercice de stock-options	13 514		33	739	- 10		763
Variation des provisions réglementées						2 397	2 397
Résultat de l'exercice					15 682		15 682
Situation au 31 décembre 2012	2 121 925	149 720	5 679	10 736	79 013	13 207	108 635



2.8 ETAT DES PROVISIONS en milliers d'euros

	provisions au 31-déc-11	dotations (2)	utilisations (2)	reprise (provision non utilisée) (2)	provisions au 31-déc-12
PROVISIONS REGLEMENTÉES	10 810	3 125	728		13 207
Provision pour hausse des prix (1)	8 304	2 285	590		9 999
Amortissements dérogatoires	1 733	840			2 572
Provision pour investissement	774		138		636
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 139	1 191	674		4 657
Provision retraites (3)	2 794	869			3 664
Provision médailles du travail	133	22			155
Provision écart de conversion actif	561		524		38
Provision pour risques divers	650	300	150		800
PROVISION SUR ACTIF CIRCULANT	3 440	1 132	58	915	3 599
Clients	1 384	746	58	915	1 157
Stocks	2 057	386			2 443

(1) dont part à moins d'un an : 1289 Keuros

(2) L'impact net des dotations, utilisations et reprises s'élève à 3 074 milliers d'euros et se ventile ainsi :

	Dotations	Reprises	Net
Résultat d'exploitation	2 323	1 123	1 201
Résultat financier		524	-524
Résultat exceptionnel	3 125	728	2 397
TOTAL	5 448	2 375	3 074

(3) Pour les provisions retraites :

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnité de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	2012	2011
Taux de croissance des salaires	2%	2%
Taux d'actualisation	3%	4.75%

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2012	2011
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 09/2010.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

	2012	2011
Coût annuel des services rendus	133	113
Frais financiers sur engagements	133	120
Gains et Pertes Actuariels	604	152
Coût de la période	870	385

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

	2012	2011
Engagement à l'ouverture	2794	2409
Coût de la période	870	385
Engagement à la clôture	3663	2794

2.9 DETTES FINANCIÈRES en milliers d'euros

Analyse par catégorie de dettes	31-déc-12	31-déc-11
Emprunts à long et moyen terme	31 222	39 651
Concours bancaires courants	18 020	19 659
Autres dettes financières	6 994	7 545
TOTAL	56 236	66 856

Analyse par échéances de remboursement	31-déc-12	31-déc-11
A moins d'un an	28 052	30 067
A plus d'un an et moins de cinq ans	17 658	22 469
A plus de cinq ans	10 526	14 320
TOTAL	56 236	66 856

Analyse des mouvements / emprunts	31-déc-12	31-déc-11
Souscription d'emprunt sur l'exercice		14 000
Remboursement d'emprunts sur l'exercice	-8 427	-7 229
VARIATION NETTE	-8 427	6 771

Analyse des dettes financières par devise	31-déc-12	31-déc-11
Dettes financières libellées en Euros	48 388	55 346
Dettes financières libellées en USD	7 639	11 303
Dettes financières libellées en CHF	209	207
TOTAL	56 236	66 856

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 19.9 millions d'euros au 31/12/2012. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par le Groupe Robertet au 31/12/2012.

2.10 DETTES D'EXPLOITATION en milliers d'euros

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Fournisseurs et comptes rattachés	14 893	15 032
Personnel et comptes rattachés	5 476	5 109
Organismes sociaux	3 693	3 469
Etat, impôts et taxes	501	486
Commissions à payer	1 916	1 907
Autres charges à payer	611	686
Ecart de conversion	27	38
TOTAL	27 117	26 729

2.11 ENGAGEMENTS en milliers d'euros

Engagements donnés	31-déc-12	31-déc-11
Consentis à l'égard des entreprises liées	355	790
Cautions envers le trésor	8	8
Autres cautions	9	72
Engagements liés au titre des contrats de crédit-bail (loyers restants à payer)	7	213
Promesses d'hypothèque	15 000	15 000
TOTAL	15 379	16 083

2.12 SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES

Néant.

2.13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ en milliers d'euros

Par zones géographiques	31-déc-12	31-déc-11
Europe	115 231	105 028
Amérique du Nord	8 444	8 875
Amérique du Sud	7 668	6 638
Asie	17 447	14 044
Autres Pays	11 095	9 652
TOTAL	159 886	144 237

Par secteurs d'activité	31-déc-12	31-déc-11
Matières Premières	39 764	38 161
Composition pour la Parfumerie	75 984	65 985
Arômes Alimentaires	44 138	40 091
TOTAL	159 886	144 237

2.14 RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Dividendes	8 297	4 885
Intérêts sur dettes financières	-1 197	-1 519
Escomptes accordés et reçus	-18	-82
Gains/(Pertes) de change	-153	53
Frais de banque, charges et produits financiers divers	-188	-250
Dotations/ Reprise provision financière	-338	-1 295
TOTAL	6 404	1 793

2.15 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Dotations et reprises aux provisions réglementées	-2 397	-3 462
Charges et produits divers	60	23
TOTAL	-2 337	-3 439

2.16 SITUATION FISCALE LATENTE en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Impôt latent à payer sur provisions réglementées	4 547	3 722
Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite	1 569	1 232
Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité	88	79

2.17 VENTILATION DE L'IMPÔT en milliers d'euros

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant :	20 750	2 450	18 300
Exceptionnel :	-2 337	-465	-1 872
Participation :	-893	-148	-746
TOTAL		1 837	15 682

2.18 EFFECTIF MOYEN en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Cadres	139	136
Agents de maîtrise	141	133
Employés	138	144
Ouvriers	132	122
TOTAL	550	535

Droits individuels à la formation :

Le volume d'heures acquis par les salariés au titre du droit individuel à la formation s'élève à 52 000 heures (vs 45 236 heures à fin 2011).

L'effectif du personnel intérimaire s'élève à 84 au 31 décembre 2012 vs 84 au 31 décembre 2011.

2.19 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 2 121 925 actions et de 149 720 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,5 €.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31-déc-11	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-12
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300		9 300	
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			27 800		9 300	18 500

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31-déc-11	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-12
25/02/2010	25/02/2012		3 950		3 950	
24/02/2011	24/02/2013		3 950			3 950
23/02/2012	23/02/2014			3 100		3 100
TOTAL			7 900	3 100	3 950	7 050

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

2.20 CHARGES A PAYER en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Fournisseurs et Comptes Rattachés	1 239	1 669
Dettes fiscales et sociales	5 150	4 880
TOTAL	6 389	6 549

2.21 PRODUITS A RECEVOIR en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-11
Royalties	438	304
Remboursements assurance	3	107
Intérêts à recevoir	7	
Dividendes à recevoir	229	
Divers	5	
TOTAL	683	411

2.22 ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES en milliers d'euros

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Sté a un lien de participation
BILAN		
Participations	63 466	64
Créances rattachées à des participations	3 051	
Créances clients et comptes rattachés	9 820	
Emprunts et dettes financières diverses	5 670	
Avances fournisseurs	3 125	
Dettes fournisseurs	1 130	
Produits à recevoir	674	
Autres dettes	220	
COMPTE DE RÉSULTAT		
Chiffre d'Affaires	47 356	
Achats de matières premières	18 180	
Produits de participation	8 297	
Charges financières	73	

Robertet Grasse assure la production de l'ensemble de l'activité Compositions Parfumerie de Charabot S A depuis le 1^o avril 2011. Une convention de sous-traitance a été conclue entre les deux sociétés, fixant le coût de refacturation des prestations assurées par Robertet à 2,4 euros le kg. Le montant des prestations refacturées s'élève à 5 192 K€ sur l'exercice 2012.

2.23 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS en milliers d'euros

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc-12		31-déc-11	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	4 826	5 109	5 946	5 708

Au 31 décembre 2012, les emprunts ayant fait l'objet d'une couverture par des swaps de taux d'intérêt représentent un nominal de 15.7 millions d'euros. La valeur de marché de ces instruments est de -486K€ au 31 décembre 2012.

2.24 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2012 s'élève à 2 406 509 euros vs 2 565 556 euros en 2011.



2.25 FILIALES ET PARTICIPATIONS en milliers d'euros

	Valeur d'inventaire des titres			Prêts et avances consentis	Cautions et avais donnés	Capital (1)	Réserves et repor à nouveau (1)	% détenu	Dividendes reçus (2)	Résultat du dernier exercice (2)
	brut	provision	net							
Robertet GMBH	542	139	402			26	368	100,00		9
Robertet Argentina	177		177			404	818	100,00	226	329
Robertet do Brasil	3 132	2 235	897	600		3 361	-1 813	100,00		-651
Robertet Espana	162		162			60	2 250	100,00	300	324
Robertet USA	19 880		19 880			2 816	62 937	100,00	3 893	9 993
Robertet Italia	70		70			26	13	100,00		21
Robertet Japon	199		199			592	1 645	100,00		346
Robertet de Mexico	139		139			195	8 340	100,00	118	937
Robertet UK	392		392			138	4 228	93,80		1 288
Robertet et Cie SA	38		38			64	2 438	100,00	32	-22
Robertet Turquie	976		976			3	969	100,00		223
Robertet South Africa Aromatics	460	460				290	-346	100,00		1
Robertet Savoury	3 500		3 500			3 125	4 056	100,00		534
Robertet India	12		12					100,00		
Robertet Iran	200	200		300		367	425	49,00		
IS Finances SAS	100		100							
Robertet Beijing	6 233	89	6 144	553		6 553	-56	100,00		-353
Groupe Charabot	26 999		26 999			6 100	57 765	69,08		6134
Sarl Serei No Nengone	1		1		355	3	2	44,00		
Plantes Aromatiques du Diois	3 367		3 367	800		98	2 272	65,99		122
Fragrant Garden SA	7		7					33,33		
RI Natural SL	3		3			6		50,00		
Sous-total	66 589	3 123	63 466	2 253	355					
Autres	64		64							
Total	66 653	3 123	63 530	2 253	355					

(1) : montant en devise converti au taux de clôture

(2) : montant en devise converti au taux moyen annuel

A noter que la créance consentie à Robertet Iran est provisionnée à 100%, soit 300 K€.

RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

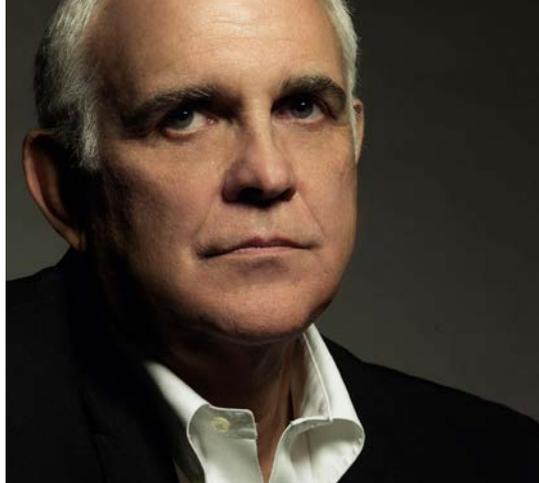
NATURE DES INDICATIONS	2008	2009	2010	2011	2012
SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D' EXERCICE					
Capital social	5 557	5 566	5 608	5 646	5 679
Nombre d'actions	2 073 489	2 076 989	2 093 799	2 108 675	2 121 925
Nombre de certificats d'investissement	149 456	149 456	149 456	149 720	149 720
Valeur nominale des titres	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS					
Chiffre d'affaires hors taxes	97 063	94 074	115 409	144 237	159 886
Bénéfice avant impôt, dotation aux amortissements et provisions	11 244	10 938	25 548	21 198	24 776
Impôt sur les bénéfices	1 100	1 395	2 438	1 566	1 837
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	3 048	4 528	18 050	8 542	15 682
Montant des bénéfices distribués	4 008	4 342	6 057	6 098	6 815
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UN SEUL TITRE					
Bénéfice après impôt, avant dotation aux amortissements et provisions	4,56	4,29	10,30	8,69	10,10
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	1,37	2,03	8,05	3,78	6,90
Dividende versé à chaque titre	1,80	1,95	2,70	2,70	3,00
PERSONNEL					
Nombre de salariés	488	484	508	535	550
Montant de la masse salariale	17 606	17 792	18 296	21 061	21 503
Montant versé au titre des avantages sociaux (S.S., œuvres sociales, etc...)	8 321	9 377	9 965	11 847	11 849

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER 2012

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012

Monsieur Philippe MAUBERT

Président du Conseil d'Administration.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans les comptes consolidés, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Grasse , le 17 avril 2013

Philippe MAUBERT

Président du Conseil d'Administration.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012



ROBERTET

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice Clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ROBERTET SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2012 s'établit à 63,5 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans le paragraphe C "Immobilisations financières" de la note 1 de l'annexe "Principes comptables et méthodes d'évaluation".

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans de ces activités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport de gestion ne comprend pas toutes les informations sociales et environnementales prévues par l'article L.225-102-1 du Code de commerce.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ROBERTET SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 8 de l'annexe qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application par anticipation de la norme IAS 19 révisée.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les goodwill, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2012 s'établit à 17,6 millions d'euros, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans les notes 1.9 « Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés » et 2 « Goodwill » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests fondés sur la valeur d'utilité, et contrôlé la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans établis pour chacune des activités ou divisions sous le contrôle du Groupe et nous avons vérifié que les notes 1.9 et 2 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce
sur le rapport du Président du Conseil d'Administration

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société ROBERTET SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions non autorisées préalablement

En application des articles L. 225-42 et L. 823-12 du Code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Avec la société Charabot S.A.

Personne concernée : Monsieur Philippe Maubert, Vice-président du Conseil de Surveillance de Charabot S.A. et Président Directeur Général de Robertet S.A.

Nature : Votre société a conclu une convention de sous-traitance avec la société Charabot S.A à partir du 1er janvier 2012 au titre du contrôle qualité et de la logistique des matières premières de Charabot S.A. dans la nouvelle usine de Robertet S.A.

Modalités : Votre société a facturé à Charabot S.A. un montant de 240 milliers d'euros hors taxe entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2012 au titre de cette convention.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 17 avril 2013, votre Conseil d'Administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Charabot SA

Nature : Le 1er avril 2011, votre société a conclu une convention de sous-traitance avec la société Charabot SA au titre de la production de l'ensemble de son activité composition et parfumerie.

Modalités : La convention de sous-traitance a fixé le coût de refacturation des prestations assurées par votre société à 2,4 euros le kilogramme.

Votre société a facturé un montant de 5 192 milliers d'euros hors taxes à Charabot SA sur l'exercice 2012 au titre de cette convention.

Avec la société ROBERTET Iran

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET Iran détenue à 49%.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2012, à 300 000 euros.

Avec la société ROBERTET UK

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET UK, détenue à 93,80%.

Modalités : Cette avance non rémunérée qui s'élevait à 652 450 GBP au 31 décembre 2011 a été totalement remboursée sur l'exercice 2012.

Avec la société ROBERTET Beijing

Nature : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET Beijing, détenue à 100%.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2012, à 730 000 USD.

Avec la société MAUBERT SA

Nature : Votre société a conclu avec la société MAUBERT SA un contrat d'animation de Groupe.

Modalités : La redevance est calculée sur le montant des frais engagés majorés d'une marge de 5%. La charge comptabilisée s'élève à 64 000 euros hors taxes au 31 décembre 2012.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

DELOITTE & ASSOCIES

Christian LAURAIN

Vincent GROS

GROUPE ROBERTET

FILIALES

ROBERTET GRASSE

37, avenue Sidi Brahim
BP 52100
06130 Grasse Cedex
France
Phone : +33 4 93 40 33 66
Fax : +33 4 93 70 68 09
www.robertet.fr

CHARABOT

10 Avenue Yves-Emmanuel
Baudoin
BP 22070
06131 Grasse Cedex
Phone : +33 4 93 09 33 33
Fax : +33 4 93 09 33 01
E-mail : contact@charabot.fr

ROBERTET PARIS

43 Rue du Colisée
75008 Paris
Tél: 33 1 44 95 02 80
Fax: 33 1 45 61 93 69

USA

Robertet Flavors Inc
Tél: +1 732 981 8300
Fax : +1 732 981 1717

Robertet Fragrances Inc
Tél: +1 201 405 1000
Fax : +1 201 337 6863

Robertet Fragrances Inc.
New York Creative Center
Tél: +212 710 4600
Fax : +1 212 245 4092

AFRIQUE DU SUD

Robertet South Africa Aromatics
Ltd.
Tél: +27 014 537 2773

ALLEMAGNE

Robertet GMBH
Tél: +49 22 33 39 44 0
Fax: +49 22 33 39 44 20

ARGENTINE

Robertet Argentina
Tél: +54 11 4771 4105
Fax: +54 11 4774 2837

BELGIQUE

Robertet Savoury
Tél: +32 3 641 95 00
Fax: +32 3 645 36 58

BRESIL

Robertet do Brasil Ind. e Com. Ltda
Tél: +55 11 4133 7103
Fax: +55 11 4133 7122

CHINE

Robertet Flavors & Fragrances
(Beijing) CO., LTD.
Tél: +86 10 844 053 38
Fax: +86 10 844 053 39

ESPAGNE

Robertet España SA
Tél: +34 93 417 71 04
Fax: +34 93 417 96 55

GRANDE BRETAGNE

Robertet UK Ltd.,
Tél: +44 1428 647240
Fax: +44 1428 647241

INDE

Robertet Flavours & Fragrances Pvt.
Ltd.
Tél: +91 22 66 95 28 21
Fax: +91 22 66 95 28 24

IRAN

Robertet Sirjan
Tél: +98 21 877 451 16
Fax : +98 21 877 343 19

ITALIE

Robertet Italia Srl
Tél: +39 02 48 00 89 90
Fax: +39 02 48 00 98 03

JAPON

Robertet Japan
Tél: +81 33 666 12 41
Fax: +81 33 666 12 42

MEXIQUE

Robertet de Mexico s.a. de c.v.
Tél: +52 555 686 61 64
Fax : +52 555 685 80 71

SUISSE

Robertet SA
Tél: +41 22 311 31 55
Fax: +41 22 310 31 77

TURQUIE

Robertet Gulyagi ve
Tél: +90 246 553 20 29
Fax : +90 246 553 24 92

VIETNAM

Robertet Vietnam
Representative Office
Hochiminh City
Tél: +84 8 38221845
Fax: +84 8 38221896



ROBERTET

